

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le président,  
Mesdames, messieurs les ministres,  
Mesdames, messieurs les députés,

La Président de la République l'a annoncé, le 7 septembre dernier : la France a décidé de procéder à des vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie.

Comme le prévoit l'article 35 alinéa 2 de la Constitution, j'ai immédiatement informé les présidents des deux assemblées et j'ai décidé, d'organiser ce débat parlementaire, ici, avec le ministre de la Défense, et au Sénat avec le ministre des Affaires étrangères.

Je tiens à vous expliquer pourquoi nous intervenons, dans quel contexte, et vous dire les objectifs que se fixe la France.

### **1. Pourquoi agir en Syrie ?**

**Le chaos règne en Syrie. Il déstabilise l'ensemble du Moyen-Orient. Il constitue le repaire des terroristes djihadistes, à la fois de *Daech* comme d'autres groupes comme Jabhat al-Nosra. Il alimente le drame des réfugiés qui fuient non seulement *Daech* mais aussi et surtout – ne l'oublions jamais – la barbarie du régime de Bachar AL-ASSAD**

Au cours des derniers mois, les territoires contrôlés par les groupes terroristes se sont étendus sur le sol syrien ; une progression qui a déstabilisé plus encore l'ensemble de la région.

Soyons lucides : cette avancée de *Daech* est avant tout le résultat du calcul cynique de Bachar AL-ASSAD. *Daech* a d'abord été l'instrument pour prendre l'opposition modérée en étau, puis pour l'écraser. Ce fut, aussi, pour le régime, la terrible justification de crimes, de l'emploi d'armes chimiques, contre sa propre population.

Aujourd'hui, le résultat, c'est l'abandon aux mains des djihadistes de régions entières. Dorénavant, c'est tout le grand-est syrien – 30% de la Syrie – qui constitue pour *Daech* un solide bastion. Avec les conséquences funestes que nous connaissons.

**La première conséquence, je l'ai dit, c'est la menace pour notre sécurité.**

Nous le savons, la menace djihadiste – celle dirigée contre la France – provient des zones que *Daech* contrôle. Il y a, en Syrie, des centres de commandements de cette organisation.

C'est, également, depuis la Syrie que s'organisent les filières qui recrutent de nombreux individus voulant prendre les armes, mener les combats là-bas, mais aussi frapper, en retour, leur propre pays.

C'est, enfin, en Syrie que se structure et s'alimente la propagande qui, par la mise en scène de la violence, irrigue constamment les réseaux sociaux, notamment francophones.

A ce jour, entre 20 et 30 000 ressortissants étrangers sont recensés dans les filières irako-syrienne. Nous estimons le nombre de Français ou des résidents en France enrôlés dans les filières djihadistes à 1880 ; 491 sont sur place et 133 ont à ce jour trouvé la mort, et de plus en plus au travers d'actions meurtrières, sous forme d'attentats suicides.

**Deuxième conséquence : dans cet immense espace, *Daech* impose sa domination.**

*Daech* est plus qu'une organisation terroriste voulant fédérer différents mouvements d'un djihadisme composite. C'est un nouveau totalitarisme qui dévoie l'Islam pour imposer son joug et ne recule devant rien : massacre de mouvements de résistance, mise en scène de la torture et de la barbarie, asservissement des minorités, trafics, vente d'êtres humains. Il y a aussi l'anéantissement de l'héritage culturel, du patrimoine universel de cette région : le tombeau de Jonas, le musée et la bibliothèque de Mossoul, les ruines assyriennes de Nimrod ou encore les vestiges antiques de Palmyre.

**La troisième conséquence - elle est intimement liée à la deuxième - c'est bien sûr le drame des réfugiés.**

La Syrie, aujourd'hui, c'est un peuple décimé. Plus de 250 000 morts en quatre ans, dont 80 % sous les coups du régime et de sa répression.

C'est un peuple déplacé. Des millions de Syriens sont pris en étau sur le territoire, entre la répression de Bachar AL-ASSAD et la barbarie de *Daech*.

C'est un peuple, enfin, réduit à l'exil. Quatre millions de Syriens se sont réfugiés dans les camps du Liban, de Jordanie et de Turquie. Ils ont souvent un seul espoir : atteindre l'Europe, pour y trouver l'asile.

**La crise des réfugiés est la conséquence directe et immédiate du chaos syrien. Nous y consacrerons, ici-même, le débat de demain.**

## **2. Comment agir en Syrie ?**

Mesdames, messieurs les députés,

Depuis le mardi 8 septembre, nos forces aériennes survolent donc la Syrie.

Il s'agit, d'abord, et avant tout, d'une campagne de renseignement grâce à des vols de reconnaissance. Plusieurs missions ont d'ores et déjà été réalisées. Cette campagne durera le temps qu'il faudra, plusieurs semaines certainement.

**Nous devons mieux identifier et localiser le dispositif de *Daech* pour être en mesure de le frapper sur le sol syrien et d'exercer ainsi notre légitime défense, comme le prévoit l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Ces missions de reconnaissance sont conduites à titre national, en pleine autonomie de décision et d'action.**

**Pleine autonomie de décision, car nous choisissons seuls les zones de survol où porter notre recherche.**

**Pleine autonomie d'action, car, le Président de la République l'a dit hier : des frappes seront nécessaires. Et nous choisirons seuls les objectifs à frapper. Mais bien sûr, il est hors de question que par ces frappes, nous contribuions à renforcer le régime de Bachar AL-ASSAD.**

Ces missions, coordonnées – pour des raisons opérationnelles – avec la coalition que dirigent les États-Unis, s'appuient sur les moyens actuellement mobilisés dans le cadre de Chammal. 12 Rafale et Mirage 2000, un Atlantique 2 et un ravitailleur C135 sont engagés. Notre frégate Montcalm, déployée en Méditerranée, continue, quant à elle, de collecter les renseignements sur la situation en Syrie.

Et je veux rendre devant vous hommage à l'action de nos soldats engagés au Levant. Avec courage, ténacité, professionnalisme, ils défendent nos valeurs, protègent nos compatriotes, et agissent pour la sécurité de la Nation !

\*

**Cette stratégie aérienne est-elle suffisante ? En d'autres termes, faut-il envisager d'intervenir au sol ?**

**J'ai entendu des voix plaider pour une telle option.**

**Et si oui, comment ? La France seule ? Nous l'avons fait au Mali, mais les circonstances étaient totalement différentes.**

**Intervenir avec les Européens ? Mais qui parmi eux seraient prêts à une telle aventure ?**

**Avec les Américains ? Le veulent-ils ? Et puis, il faut savoir tirer les enseignements du passé. Ils sont douloureux. Je pense, en particulier, à la bataille de Faloudja, en Irak.**

**Ce que les exemples en Irak et en Afghanistan nous apprennent, c'est qu'il faudrait mobiliser plusieurs dizaines de milliers d'hommes, qui seraient alors exposés à un très grand danger. C'est d'ailleurs le piège qui nous est tendu par les djihadistes : nous contraindre à intervenir sur leur terrain pour nous enliser ; pour invoquer contre nous un soi-disant esprit de « croisades » ; pour susciter une solidarité devant une prétendue « invasion ».**

**Le Président de la République a donc répondu de manière très claire : toute intervention terrestre – c'est-à-dire toute intervention au sol de notre part ou occidentale – serait inconséquente et irréaliste. Aucun de nos partenaires ne l'envisage d'ailleurs.**

**Mais si une coalition de pays de la région se formait pour aller libérer la Syrie de la tyrannie de *Daech*, alors ces pays auraient le soutien de la France.**

\*

**Mener une guerre, ce n'est pas, comme s'y emploient certains, faire de grandes déclarations, fixer des échéances irréalistes. Mener une guerre, c'est se fixer des objectifs et se donner les moyens de les atteindre.**

### **3. Intervenir en Syrie à la suite de nos autres interventions**

C'est surtout faire preuve de constance, de cohérence dans l'action.

**Nous ne changeons pas de stratégie. Nous ne changeons pas de cible. Nous luttons contre le terrorisme. Mais - avec la vigilance et la connaissance des situations qu'a Jean-Yves LE DRIAN - nous adaptons nos moyens militaires et notre présence en fonction du contexte politique.**

Dans la bande sahélo-saharienne, dans le cadre de l'opération Barkhane, nos armées sont déployées aux côtés des unités africaines. Elles infligent de lourdes pertes aux groupes terroristes d'AQMI, d'Ansar Eddine ou du MUJAO ; autant de groupes qui prospèrent sur la déliquescence des Etats. Je pense, en particulier, au vide politique qui s'est installé en Libye après l'intervention de 2011.

Nous luttons, ensuite, en Irak où, depuis un an, nos forces aériennes sont engagées à la demande des autorités irakiennes. Les opérations de la coalition ont permis d'enrayer la progression de *Daech*, notamment dans le Kurdistan.

**Mais, nous le savions dès le départ, et, sans démagogie, nous devons cette vérité à nos concitoyens : combattre les groupes terroristes, lutter contre *Daech* ne peut être qu'un combat de longue haleine. Il doit être mené en soutien des forces locales qui sont en première ligne sur le terrain ; je pense en particulier aux Peshmergas kurdes que nous aidons et dont je tiens à saluer le courage.**

Nous n'en sommes qu'au début. Il nous faut donc continuer à agir, consolider les acquis sur le terrain, ne rien abandonner de la partie.

### **4. Intervenir, mais aussi agir politiquement.**

Toutes ces actions militaires sont nécessaires. Elles ne sont pas suffisantes. Sans solution politique durable, il n'y aura pas de stabilisation de la situation. L'impératif, c'est d'arrêter un engrenage fatal : celui de la dislocation du Moyen-Orient. Il faut aujourd'hui tout faire pour stopper cette mécanique infernale : les fractures régionales qui réapparaissent, la tectonique des rivalités ancestrales, celles en particulier entre chiïtes et sunnites, qui se réveillent, les appétits de puissance qui transforment la Syrie en champ clos des ambitions régionales, et empêchent l'Irak de se relever des conséquences de l'intervention de 2003.

#### *a. Une solution politique*

Face aux risques de fragmentation du Moyen-Orient, nous devons intensifier nos efforts pour faire émerger des solutions politiques qui refondent l'unité de ces Etats et de ces peuples. En Irak, d'abord, où le gouvernement doit rassembler toutes les communautés du pays pour lutter contre *Daech*. Le Président de la République l'a dit fortement lors de son déplacement à Bagdad, à l'été 2014. Car un gouvernement qui ne respecterait pas la minorité sunnite continuerait de précipiter celle-ci dans l'étreinte mortelle de *Daech*.

Nous devons également intensifier nos efforts en Syrie. Nous ne ferons rien qui puisse consolider le régime. L'urgence, c'est, au contraire, d'aller vers un accord qui tourne définitivement la page des crimes de Bachar AL-ASSAD. Il est une grande part du problème. Il ne peut en aucun cas être la solution. Avec un homme responsable de tant de

**morts, de crimes de guerre et contre l'humanité, aucun compromis, aucun arrangement n'est possible ! Transiger, pactiser, comme le proposent certains, ce serait une faute morale. Dès août 2013, nous étions prêts à réagir, mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'étaient finalement pas au rendez-vous.**

Ce serait, aussi, une faute politique, stratégique. Les combattants ne poseront les armes en Syrie que quand l'Etat syrien garantira leurs droits et ne sera plus aux mains d'une bande criminelle. C'est pourquoi, il faut travailler sans relâche à accélérer cette transition politique. Elle devra rassembler, dans un gouvernement de transition, les forces de l'opposition – qui sont aujourd'hui encore trop affaiblies – et les éléments les moins compromis du régime. Mais en aucun cas, cette transition ne peut remettre dans le jeu les factions terroristes. Il y a une ligne qui ne peut pas être franchie.

*b. Pour cela, la France à l'initiative diplomatique*

**Cette solution politique ne pourra voir le jour que par la convergence des efforts diplomatiques.**

**Ces paramètres du règlement de la crise syrienne, nous les connaissons. Ils ont été déterminés lors des réunions de Genève, dès 2012, et adoptés par les principaux pays intéressés par l'avenir de la Syrie. La tâche est difficile, mais cela ne doit pas être un prétexte au statu quo, à l'inaction, au renoncement.**

La France parle à tous. Et je voudrais saluer l'action remarquable que conduit Laurent FABIUS à la tête de notre diplomatie. Nous parlons, bien sûr, d'abord à nos partenaires membres permanents du Conseil de sécurité.

Nous parlons en particulier avec la Russie, dont les positions demeurent éloignées des nôtres. Nous avons tous un devoir de responsabilité : tout soutien militaire au régime de Bachar AL-ASSAD ne fait qu'alimenter la spirale de la violence.

Nous devons d'autant plus parler à la Russie qu'il faut surmonter avec eux la défiance née de l'intervention en Libye en 2011.

\*

Parler à tous, c'est aussi travailler avec l'ensemble des acteurs de la région. C'est l'histoire qui parle, mais c'est aussi la géographie.

Parler à tous, c'est d'abord parler aux pays arabes sunnites.

C'est parler, aussi, à la Turquie, qui a besoin de l'Union européenne, et dont nous avons besoin. Elle doit toutefois préciser davantage ses objectifs.

C'est parler, enfin, à l'Iran. Le Président de la République recevra à Paris, en novembre, le Président iranien ROHANI. Nous, la France, nous recevons l'Iran, car après la conclusion de l'accord sur son programme nucléaire, Téhéran doit peser positivement, en faveur d'une solution politique.

La France parle à tous. C'est sa vocation !

\*

Agir militairement ; agir politiquement ; mais aussi agir sur le plan humanitaire pour protéger les minorités au Moyen-Orient.

Ce qui est en jeu, c'est la survie de communautés entières, les Chrétiens, les Yézidis, et avec elles, la diversité culturelle, religieuse, et ethnique de cette région. J'ai reçu, il y a quelques jours, le patriarche de l'Eglise chaldéenne d'Irak, Monseigneur Raphaël SAKO. C'est un cri d'alarme qu'il m'a lancé, un appel à l'aide, mais il m'a dit aussi sa confiance en la France. Le 8 septembre dernier, Laurent FABIUS organisait une conférence internationale consacrée aux victimes de persécution ethnique et religieuse au Moyen-Orient. Les participants ont tous été bouleversés par le témoignage de Jinan, cette jeune Yazidie. Le plan d'action de Paris a été adopté. Notre devoir est d'en assurer la mise en œuvre.

Et dans l'attente d'un retour de la Syrie à la stabilité, nous devons venir en aide au peuple syrien. La France organisera une conférence internationale sur les réfugiés. Pour mobiliser tous les pays ; pour dégager les ressources financières qui font aujourd'hui tant défaut - je pense, en particulier, aux moyens dont doivent disposer le Haut-Commissariat pour les Réfugiés et le Programme alimentaire mondial ; pour organiser, aussi, au-delà des initiatives prises par l'Europe, la solidarité pour l'accueil des réfugiés avec les pays hôtes.

\*\*

Monsieur le président,  
Mesdames, messieurs les députés,

**Je l'ai dit devant cette assemblée : la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical.**

C'est un combat qui, derrière le Président de la République, mobilise toute la Nation ; un combat auquel sont consacrés tous les moyens que nous jugeons nécessaires. Nous savons qu'il sera long ; qu'il sera marqué par les épreuves, car la menace est lourde.

Mais nous savons aussi que c'est un combat majeur ; car il y va de nos valeurs, de ce que nous sommes, de ce en quoi nous croyons. Il y va de l'avenir de peuples voisins et amis, mais de notre propre avenir aussi. Et nos concitoyens sentent bien qu'il se joue là quelque chose de fondamental.

Alors, soyons unis, rassemblés, à la hauteur des enjeux, pour agir, pour porter ce combat. C'est comme cela que nous pourrons l'emporter. Et j'ai la ferme conviction, mesdames, messieurs les députés, que nous l'emporterons.

Je vous remercie.

\*\*\*